

# Élections législatives aux Pays-Bas

## 9 juin 2010

### RÉSULTATS

#### Libéraux et Travailleurs sont au coude-à-coude aux élections législatives néerlandaises où le parti populiste de Geert Wilders arrive en 3<sup>e</sup> position

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), dirigé par Mark Rutte, et le Parti du travail (PvdA) de Job Cohen sont au coude-à-coude après les élections législatives du 9 juin aux Pays-Bas. Le parti libéral augmente son nombre de députés à la Chambre des États généraux, (Tweede Kamer), Chambre basse du Parlement de 9 par rapport aux dernières élections législatives du 22 novembre 2006 en recueillant 31 sièges tandis que les Travailleurs, qui résistent mieux que prévu, reculent de 2 sièges et obtiennent 30 députés.

Le Parti de la liberté (PVV), formation d'extrême droite dirigée par Geert Wilders, remporte 24 sièges (+ 16). L'Appel chrétien-démocrate (CDA) du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende, usé par ses huit années au pouvoir, est le grand perdant du scrutin. Avec 21 députés, il divise son nombre de sièges par deux. « *C'est dramatique. Le message est très clair, les électeurs ont toujours raison et ils nous ont infligé une sévère défaite* » a déclaré le ministre sortant des Affaires étrangères, Maxime Verhagen (CDA). Le Premier ministre sortant a annoncé son retrait de la vie politique.

« *Les électeurs ont parlé, le résultat est clair. Dans une élection, il y a des vainqueurs et des perdants, c'est ainsi que fonctionne la démocratie. J'ai fait savoir ce soir que je renonçais immédiatement à diriger mon parti. Je ne serai pas membre de la nouvelle Chambre basse du Parlement. Les résultats de ces élections sont très décevants, c'est une claque* » a-t-il déclaré.

Le Parti socialiste (SP), formation d'extrême gauche, arrive en 5<sup>e</sup> position et obtient 15 sièges (- 10) ; la Gauche verte (GL) 10 sièges (+ 3) ; les Démocrates 66, libéraux réformateurs de centre gauche, 10 sièges (+ 7) ; l'Union chrétienne (CU), 5 sièges (- 1) ; le Parti

politique réformé (SGP), 2 sièges (=) et le Parti des animaux (PvdD), 2 députés (=).

La participation est en recul par rapport aux élections législatives du 22 novembre 2006. Elle s'est élevée à 74,5%, soit -3,9 points.

« *Cela va être des élections tout à fait historiques : nous allons probablement avoir pour la première fois depuis 1913 un Premier ministre libéral* » déclarait la veille du scrutin le politologue de l'université Vrije d'Amsterdam, André Krouwel. Ce dernier avait vu juste et les Libéraux sont bien partis pour diriger le pays près d'un siècle après la coalition gouvernementale conduite par Pieter Cort van der Linden (1913-1918). « *Quelle soirée ! Quelle excitation ! Il semble que pour la première fois de son histoire, le Parti populaire pour la liberté et la démocratie est le plus grand parti des Pays-Bas !* » s'est réjoui Mark Rutte.

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) s'est fixé pour objectif de ramener le déficit public (qui atteignait 5,3% du PIB en 2009) à zéro en réduisant de 10% (soit 20 milliards €) les dépenses annuelles de l'État dès 2015. Opposé à toute hausse d'impôts, son leader, Mark Rutte, préconise la limitation des coûts administratifs ainsi que des coupes dans les dépenses

sociales. Il s'est également engagé à négocier rapidement un accord de gouvernement afin de présenter un budget solide en septembre prochain (celui-ci doit être voté le 21 septembre). Les Libéraux préconisent la mise en place d'un plan d'austérité qui prévoit la suppression des indemnités chômage au bout d'un an (au lieu de 3 actuellement), le recul de 2 ans de l'âge de la retraite (fixé à 65 ans actuellement) – une mesure sur laquelle la grande majorité des partis politiques sont d'accord –, une réduction de moitié du budget de la coopération et enfin une réduction de la contribution des Pays-Bas à l'Union européenne. Dans le domaine fiscal, les Libéraux envisagent la suppression, à terme, des droits de succession et le maintien d'importantes déductions fiscales pour les personnes qui acquièrent un logement. Enfin, en matière d'immigration, le programme du VVD prévoit de rendre obligatoire l'apprentissage de la langue néerlandaise et de supprimer durant 10 ans toute aide publique pour les étrangers qui obtiendraient le droit de s'installer dans le royaume.

« *Grandiose !* » s'est réjoui le leader du Parti de la liberté (PVV), Geert Wilders, à l'annonce des résultats. « *Plus de sécurité, moins de criminalité, moins d'immigration, moins d'islam, voilà ce que les Pays-Bas ont choisi* » a-t-il ajouté. Si le PVV fait mieux que doubler son nombre de députés, il n'arrive qu'en 3<sup>e</sup> position et son résultat est au-dessous de la cote de popularité qui était la sienne il y a encore quelques mois. Le PVV a sans doute pâti de son attitude après les élections locales du 3 mars dernier (lorsqu'il a choisi de rester dans l'opposition au conseil municipal de la ville d'Almere où il était arrivé en tête du scrutin) faisant douter de sa capacité à gouverner et, surtout, du fait que les questions socioéconomiques (finances publiques, crise grecque, incertitudes sur l'euro et retraites, un sujet-clé dans un pays où une grande partie de la population a placé son argent dans des fonds de pension) ont détrôné l'immigration et le rapport à l'islam en tête des préoccupations des Néerlandais. Ces évolutions ont en revanche bénéficié au VVD, jugé plus crédible dans le domaine économique, notamment en ce qui concerne la création d'emplois.

« *Geert Wilders pourrait bien capter plus de 10% de l'électorat et ce n'est pas rien. Mais trois raisons ex-*

*pliquent qu'il n'ira pas au-delà : il n'est pas convaincant sur le plan économique, son parti n'a nulle part assumé ses responsabilités après son récent succès aux élections municipales, son électorat modéré l'a fui lorsque s'est imposée la question de l'intérêt réel du pays* » analyse le sociologue Paul Scheffer. « *Nous voulons gouverner et nous devons être prêts à faire des concessions* » a déclaré Geert Wilders précisant sa préférence pour un accord avec le VVD et le CDA du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende.

Le mode de scrutin – proportionnelle intégrale – fait qu'aucun parti ne peut jamais gouverner seul aux Pays-Bas. Le VVD devrait donc être amené à négocier avec les autres partis pour former une coalition gouvernementale. « *Il sera très difficile de former un gouvernement avec 3 ou 4 partis, qu'il faudra trouver à droite comme à gauche. Ce serait très surprenant si nous pouvions avoir un gouvernement avant 2 mois* » déclarait le sondeur Maurice de Hond avant le scrutin. « *Si le Parti du travail et le Parti populaire pour la liberté et la démocratie sont très proches, il ne sera pas facile de savoir qui doit former le gouvernement. L'image du parti qui lancera les négociations pourrait être sérieusement affectée si ces dernières ne débouchent pas sur une coalition gouvernementale* » a indiqué le professeur de science politique de l'université de Twente, Kees Arts.

Interrogé sur ses préférences, Mark Rutte a déclaré le 7 juin lors du dernier débat télévisé de la campagne électorale « *n'exclure aucun parti* ». Deux possibilités s'ouvrent à lui : un gouvernement de droite ou, en dépit de leurs nombreuses différences, une grande coalition avec le PvdA, qui pourraient toutefois choisir de rester dans l'opposition. « *Je ne pense pas que nous allons travailler avec Geert Wilders. Cela a toujours été ma position et je n'ai pas changé* » a indiqué le leader du PvdA, Job Cohen.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, trois mois en moyenne ont été nécessaires aux hommes politiques néerlandais pour former le gouvernement après le scrutin. En 1977, il a même fallu 208 jours, soit 7 mois, aux partis en présence. Mark Rutte a indiqué qu'il souhaitait que la nouvelle coalition gouvernementale soit formée d'ici le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

### Résultats des élections législatives du 9 juin 2010 aux Pays-Bas

Participation : 74,5%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	20,4	31
Parti du travail (PvdA)	19,6	30
Parti de la liberté (PVV)	15,5	24
Appel chrétien-démocrate (CDA)	13,7	21
Parti socialiste (SP)	9,9	15
Démocrates 66 (D66)	6,9	10
Gauche verte (GL)	6,6	10
Union chrétienne (CU)	3,3	5
Parti politique réformé (SGP)	1,7	2
Parti des animaux (PvdD)	1,3	2
Autres	1,1	0

Source : <http://www.nlverkiezingen.com/TK2010.html>

#### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

##### **Le budget européen : quelle négociation pour le prochain cadre financier de l'Union européenne ?**

Questions d'Europe n°170 et 171 - 31/05/2010 - Nicolas-Jean Brehon

##### **Entretien avec Pauline Schnapper sur les résultats des élections législatives en Grande-Bretagne**

Entretien d'Europe n°46 - 10/05/2010

##### **Observatoire des élections en Europe – Élection présidentielle en Pologne, 20/06/2010 ( Analyse)**

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.